

qu'*a minima*, les dispositifs garantissant la reproduction de la force de travail (voir, par exemple, les réformes de l'école qui ne visent qu'à produire des travailleurs compétitifs) et la sécurité du capital (défense nationale et sécurité intérieure).

Pour autant, ces mesures ne nous sortiront pas de la crise. Celle-ci est profondément ancrée dans le système capitaliste. Elle est un moment nécessaire à sa restructuration. Les mesures gouvernementales n'auront d'autres effets que d'aggraver et de maintenir un appauvrissement massif et galopant. **La détérioration de nos conditions de vie va continuer et s'accroître.** Les salaires sont ridicules. Le chômage massif pousse à accepter n'importe quel emploi, toujours plus mal payé. Il devient de plus en plus difficile de se loger, de se nourrir, de se chauffer, de se vêtir, de payer ses factures. Avec le prix de l'essence, il devient même compliqué de se rendre au travail ! **Les fins de mois difficiles commencent de plus en plus tôt !** Face à ça, notre vie se résumerait à chercher à vivre le moins mal possible.



Hier comme aujourd'hui, **c'est par nos luttes que nous sommes en mesure de sortir de la résignation**, en échangeant, en nous soutenant afin de limiter les agressions institutionnelles et économiques à notre encontre. C'est par nos seules luttes que nous pourrons opposer au capitalisme notre désir de vivre pleinement et non plus le seul désir de vivre le moins mal possible.

Ce sont nos vies que le capitalisme anéantit. Ce sont nos vies que nous avons la ferme intention de défendre coûte que coûte.

**FACE À LA CRISE,
DÉFENDONS-NOUS NOUS MÊMES :
AUTODÉFENSE PROLÉTARIENNE !**

Pour rencontrer le collectif Exploités Énergés :

Permanence tous les 2^{ème} vendredis du mois, au bar le Bon coin,
2, rue faubourg de Rochebelle (Alès)
<http://exploitesenerves.noblogs.org>
mail : exploitesenerves@riseup.net

Austérité : Profits pour les riches, Précarité pour les autres !



PSA, Doux, Petroplus, Richard Ducros... **Poussés par la crise, les industriels licencient et ferment des sites à tour de bras**, entraînant dans leurs sillages de nombreux sous-traitants et partenaires. Leurs salariés viennent grossir la cohorte des chômeurs : **entre 40.000 et 70.000 chômeurs supplémentaires inscrits à Pôle Emploi chaque mois !**

Dans un contexte de **crise économique**, les entreprises se doivent, pour survivre, d'accroître leur **rentabilité**. Elles doivent être compétitives face à la concurrence mondiale dans un système prédateur. L'État doit les soutenir et lui-aussi est soumis aux mêmes impératifs. Il faut **baissier le coût du travail** et réduire la dette publique. Du projet de budget 2013 au rapport Gallois, malgré quelques cafouillages, l'orientation de la politique gouvernementale devance ces **impératifs patronaux**.

Il faut permettre aux entreprises de produire à moindre coût afin d'**augmenter leurs bénéfices** et de mieux se vendre à l'international. Dans ce sens, le gouvernement, suite au rapport Gallois, prévoit de **baissier les charges patronales**. Cette mesure sera compensée par une élévation de la TVA – taxe qui touche tout le monde de la même manière jusqu'aux plus pauvres. **Les patrons sont allégés d'une partie de leur contribution aux prestations sociales qui seront donc financées par la population**. Et ça fait 20 ans que les gouvernements suivent cette orientation !

Sous couvert de lutte contre le chômage, une grande « négociation sur la sécurisation de l'emploi » est en cours. Elle rassemble des représentants du patronat, des travailleurs et de l'État pour revoir le cadre des contrats de travail afin de relancer la compétitivité. **Une nouvelle flexibilisation du travail et une baisse générale des salaires sont en perspective**, avec leur lot de précarité et de paupérisation.

Parallèlement, de nouveaux contrats subventionnés voient le jour (emplois d'avenir et contrats de génération). Sous couvert de permettre aux plus touchés par le chômage d'accéder au salariat, **l'État offre aux patrons des travailleurs quasi gratuits** (emplois subventionnés et sous-payés, exonérations de charges...).

Depuis la fin des années 70, les États, pour pallier à la crise, s'endettent massivement pour soutenir l'économie. Actuellement, la faible croissance des pays européens met en péril les capacités de remboursement de cette dette. Ce risque de banqueroute des États européens et de leur monnaie entraîne des politiques de rigueur. Il faut renflouer les caisses, éponger la dette.

La Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Portugal ou l'Espagne ont vu **des mesures d'austérités violentes et drastiques** se mettre en place. En France, cette logique de rigueur s'est développée plus progressivement. Le projet de budget 2013 et les discussions qui l'entourent en sont l'illustration. D'abord, une **augmentation des impôts, directs et indirects, qui touchera tout le monde**. La nouvelle augmentation de l'impôt sur le revenu, doublée d'un gel des barèmes, accroît la paupérisation en cours des classes moyennes et du prolétariat. Cette fiscalité suit une logique vieille de plusieurs dizaines d'années et consiste, malgré ce que prétendent les politiques, à **appuyer l'essentiel de l'effort budgétaire sur les classes laborieuses**. Dans le même temps, **les plus riches ont vu, en 20 ans, leur taux d'imposition chuter de 20 %**, tandis que les niches fiscales permettent à la bourgeoisie d'éviter ou de réduire sa part d'impôt.

À ces 20 milliards de prélèvements supplémentaires, s'ajoute une politique de restriction des dépenses publiques. Et comme il ne faut pas nuire à la compétitivité, à la bonne marche de l'économie, **c'est sur les dispositifs sociaux que se font les restrictions : assurance-maladie, retraites, allocations...**

C'est encore une fois les pauvres et les travailleurs qui vont devoir se serrer la ceinture. Ce n'est qu'un début : le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance de l'Union économique et monétaire (TSCG) fixera des exigences encore plus rigoureuses pour les pays de l'Union européenne.

L'État montre ici sa véritable fonction, celle de servir le capital. Dans les périodes fastes, il se permet une relative « redistribution sociale » pour soutenir la consommation et maintenir la « paix sociale ». Dans les périodes de crise, il oriente principalement sa politique vers un soutien direct aux entreprises. Il abandonne progressivement le champ social. Aujourd'hui, il ne soutient plus,

